

An aerial photograph showing a village in Bangladesh completely inundated with floodwater. Several multi-story buildings are partially submerged, with debris scattered on their roofs and around them. The water is murky and brown. In the foreground, a small structure and some debris are visible in the water. The overall scene depicts the aftermath of a major flood.

Bangladesh :

les digues de la honte

par **Fabrice Nicolino**

Nous sommes en 1988. Le président Mitterrand prépare déjà activement les célébrations du bicentenaire. Il faut à la France un « grand projet » Nord-Sud. Comme d'habitude, Attali a une idée : ce sera une digue géante pour le Bangladesh. Des spécialistes effarés expriment leurs craintes. Le remède serait pire que le mal. Ils proposent d'autres solutions. Plus efficaces, moins dangereuses, mais – hélas ! – beaucoup moins spectaculaires. Or, à Paris, à l'orée du second septennat, on veut faire vite et, surtout, grand. Genèse d'un projet déraisonnable et radiographie d'une certaine politique de prestige sur fond de bureaux d'études. Edifiant.

A la fin du mois d'août 1988, l'eau monte partout au Bangladesh. Beaucoup plus que d'habitude. A Dinajpur vers le 25, à Bogra le 28, à Dhaka, la capitale, le 31. C'est l'inondation du siècle, la pire de mémoire d'homme. Gonflés par les pluies de mousson, les trois grands fleuves du pays — le Gange, la Jamuna, la Meghna — et des dizaines d'autres rivières recouvrent plus de la moitié du pays pendant un mois. Trente millions de personnes sont sans abri, des villages disparaissent à jamais. Entre mille cinq cents et deux mille Bangladeshis meurent.

Pour la première fois à ce point, Dhaka a les pieds dans l'eau. Et Gulshan, le quartier des ambassades, comme les autres, ce qui ne va pas manquer d'avoir des conséquences. Les diplomates et la bourgeoisie locale n'en reviennent pas. Danièle Mitterrand, en visite sur place, est effarée par ce qu'elle voit. Rentrée à Paris, elle fait à son époux le récit de l'apocalypse.

Cela tombe bien. François Mitterrand met en effet la dernière main au discours qu'il doit prononcer à l'Assemblée générale des Nations unies le 29 septembre 1988. Il décroche son téléphone et demande à un de ses conseillers une note qu'il souhaite intégrer à son texte. A New York, à la tribune, le président

français et le Sommet de l'Arche, qui doit réunir, du 14 au 16 juillet 1989, les pays les plus industrialisés. François Mitterrand est convaincu qu'il faut y annoncer une mesure spectaculaire, démontrant que le Nord, et singulièrement la France, n'a pas renoncé à aider le Sud. D'autant plus que les critiques se développent contre les fastes d'une fête d'où les pauvres de la planète seront exclus.

Jacques Attali sera l'homme clé de ce dossier.

Le « Sherpa » du Président ne faillit pas à sa réputation de rapidité. C'est, dit la légende dorée, en « une seconde » que l'idée de digues au Bangladesh naît dans le cerveau fertile d'Attali. Ce doit être, selon lui, « l'équivalent de Suez ou de Panama au XIX^e siècle (1) ». D'ailleurs, « notre monde a besoin de cathédrales à construire. Et si on n'a pas de rêves fous et réalisables, le monde va périr dans le quotidien et l'ennui (2) ». Dès octobre 1988, il devient le messenger personnel du Président auprès du Bangladesh et des institutions internationales, dont la Banque mondiale et la Communauté européenne. Le 1^{er} décembre, il est à Dhaka avec des représentants de sociétés d'ingénierie françaises et quelques fonctionnaires. Joël Maurice, un ingénieur des Ponts venu du ministère de l'Équipement, assure le suivi administratif du dossier. Les bureaux

d'études, de leur côté, commencent à rêver à haute voix. La perspective de grands travaux a en effet de quoi intéresser ces entreprises fragiles, perpétuellement à la recherche de marchés extérieurs.

L'ingénieur Bernard Goguel, res-

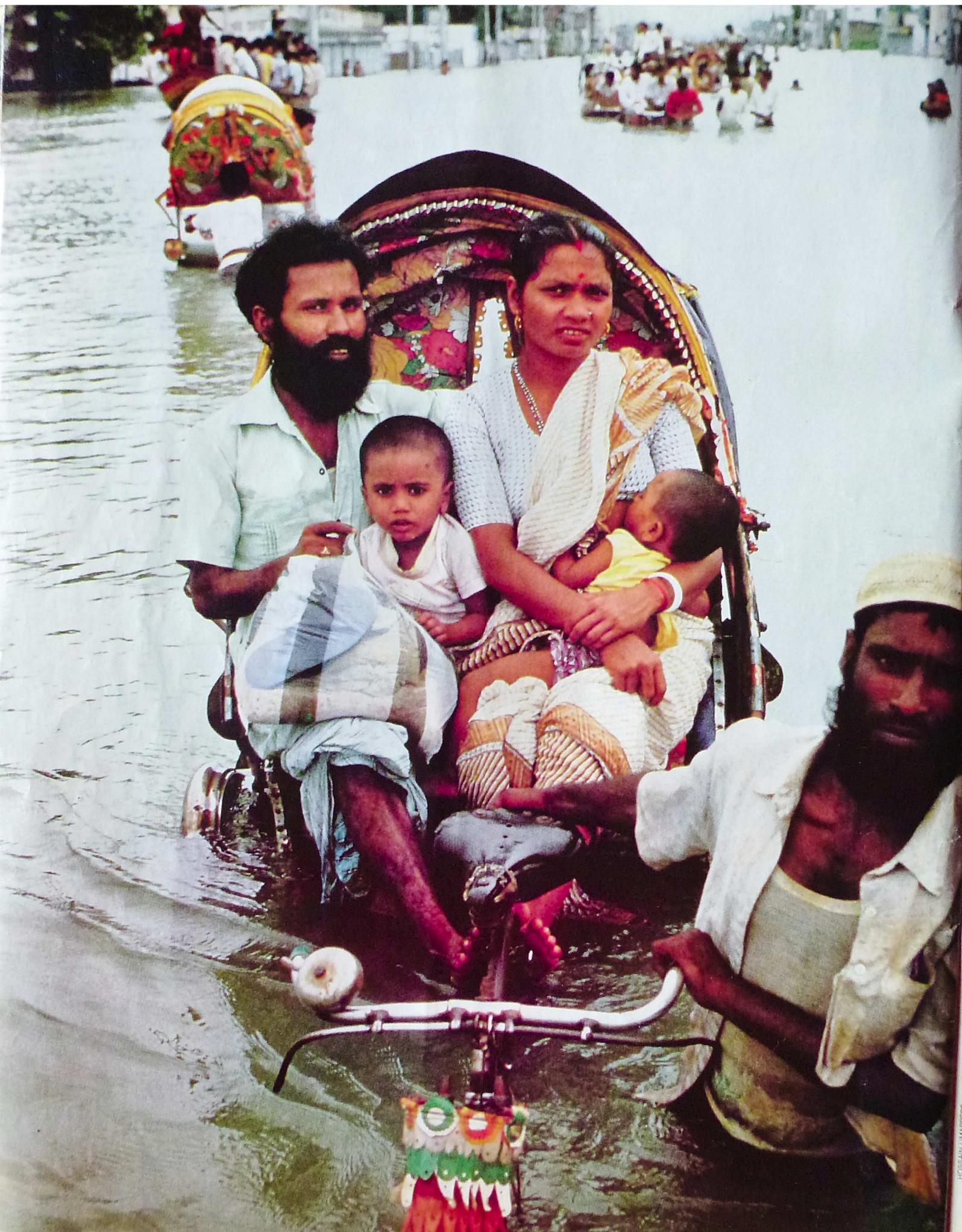
Notre monde a besoin de cathédrales à construire. Et sans rêves fous le monde va périr dans le quotidien et l'ennui.

français se fait solennel : « Le développement passe par le lancement de grands projets d'intérêt mondial capables de mobiliser les énergies au service de telle ou telle région blessée par la nature ou par la folie des hommes. L'exemple de la stabilisation des fleuves qui inondent le Bangladesh, à l'origine d'une impressionnante catastrophe, fournirait la juste matière d'un premier projet de ce genre. La France, pour sa part, est prête à y contribuer. »

C'est ainsi que naît le grand projet d'aide française au Bangladesh. Outre l'exceptionnelle crue de l'automne 1988, un autre événement va favoriser sa mise au point : le Bicentenaire de la Révolution

responsable du Bureau Coyne et Bellier, se souvient parfaitement du climat de l'époque. « Au début décembre 1988, j'ai été accroché par mon président qui m'a dit : "Je reviens d'un voyage avec Attali, il y a un coup formidable à faire, il faut faire une proposition d'urgence". On ne savait pas trop où on mettait les pieds, mais il fallait foncer. Il y avait une forte incitation du gouvernement à aller nous promener, nous les bureaux d'études, en Extrême-Orient. On pourrait résumer les choses ainsi : ce n'est plus l'Afrique qui compte, c'est l'Asie. Probablement n'y serions-nous pas allés de nous-mêmes. Mais j'ai senti qu'avec des gens comme Attali et Maurice on avait affaire à des gens en phase avec les échéances poli-





tiques. C'est très important, car une étude technique n'a de valeur que si elle est soutenue par des décisions politiques. »

Quelques jours après le retour de Jacques Attali à Paris, une première réunion de travail rassemble à Lyon cinq bureaux d'études français. « On a été étonnés de voir arriver le BCEOM (Bureau central d'équipement d'outre-mer), raconte Bernard Goguel, parce qu'ils n'avaient pas été du voyage au Bangladesh. C'est Joël Maurice qui les avait prévenus et conviés, ce qui n'a pas plu à tout le monde. » Ce qu'un autre participant, moins diplomatiquement, explique ainsi : « Le BCEOM n'a pas de vraies références en matière de crues, mais son capital appartient en partie à l'Etat, via le ministère de la Coopération et la Caisse centrale de coopération. Il était clair que le BCEOM était le poulain de l'Etat. »

En janvier 1989, le gouvernement français annonce qu'il paiera une coûteuse « étude de préféabilité pour le contrôle des inondations au Bangladesh ». Il choisit pour la réaliser les cinq bureaux d'études de la réunion de Lyon, EDF-International, Coyne et Bellier, le BCEOM, la Compagnie nationale du Rhône (CNR) et la Sogreah. Les sociétés françaises constituent alors le FEC (French Engineering Consortium). C'est pour elles une divine surprise, car elles savent que le client français est pressé et que l'étude, coûte que coûte, doit être remise fin mai. Le marché a été conclu sans appel d'offres, de gré à gré, et elles devinent sans peine que d'autres contrats suivront. Si la volonté française se maintient, le Bangladesh deviendra un petit Eldorado.

C'est le premier dérapage de cette affaire. Pour des raisons strictement politiques, aggravées par un calendrier serré, la France a fait confiance à des ingénieurs dont l'intérêt bien compris est de retenir les méthodes les plus lourdes et les plus coûteuses. Joël Maurice ne conteste pas la précipitation. « C'était clair, il fallait déboucher avant le Sommet de l'Arche, dit-il. Pendant près d'un an, j'étais une sorte de secrétaire général d'un groupe qui se réunissait tous les mois dans le bureau de Jacques Attali. L'étude, plus j'y pense, et plus je me dis qu'elle a été faite en un temps record. Début décembre 1988, nous découvrons le problème, et le 31 mai 1989 nous remettons l'étude à Dhaka aux Bangladeshis. Si l'on songe que l'ordre effectif a été donné en janvier et que l'étude proprement dite a débuté en février, on mesure notre rapidité. Tout a été payé par le gouvernement français, soit un don total de vingt-cinq millions de francs qui n'a

d'ailleurs pas été totalement dépensé. »

La somme est néanmoins énorme pour une étude menée au pas de charge. Les ingénieurs se relaient sur place, le plus souvent sans connaître le pays et ses étonnantes particularités physiques. Henri Garros-Berthet par exemple, chargé de la déterminante partie « Hydrologie » de l'étude, ne consacre qu'une seule visite sur le terrain et n'a pu observer le fleuve Jamuna qu'à l'étiage. « Nous avons travaillé là-bas trois mois environ, dit-il, de février à mi-mai, avec deux ingénieurs bangladeshis. Pour ma part, j'y ai passé environ un mois et demi, à collecter des documents et à faire mouliner des ordinateurs. Je n'ai pas, je dois le dire, de connaissance personnelle du déroulement d'une crue. »

Le 31 mai 1989 — chose promise, chose due —, le FEC remet son étude. C'est une mallette bleue lourde de dix kilos de documents. « Chaque société, admet Bernard Goguel, a eu la tentation de rajouter de la paperasse pour montrer qu'elle avait travaillé. C'est néanmoins une bonne étude, mais si nous avions eu un an et demi pour la réaliser, comme c'est la règle, elle aurait probablement coûté de 15 à 20 % moins cher. Et nous aurions évité des doublons, quelques duplications ou contradictions. »

Bonne étude ? Les ingénieurs français proposent de bouleverser les conditions de vie du pays en endiguant massivement les trois fleuves du Bangladesh. Selon les variantes, de trois mille trois cent cinquante à quatre mille kilomètres de digues d'une hauteur de quatre mètres cinquante à sept mètres quarante seraient construites sur vingt ans, pour un coût de cinq à dix milliards de dollars. Dans ce pays sans pierres, il faudrait importer une grande partie des matériaux de construction, les engins de travaux publics et les ingénieurs. Dans ce pays sans terre, où la concentration atteint couramment plus d'un millier d'habitants au kilomètre carré, vingt mille hectares seraient repris aux paysans et cent quatre-vingt mille personnes — c'est le chiffre des aménageurs, très sous-estimé — seraient expropriées.

L'étude française, payée, rappelons-le sur fonds publics, n'est pas, malgré certaines apparences, une farce. Elle ne comporte pourtant pas la moindre étude d'im-

pact du gigantesque projet. Rien. « Nous en étions à l'avant-projet, explique Joël Maurice, et à ce stade, nous avions intégré l'environnement autant qu'on le pouvait. » Précisément, c'est dans le cadre de cet avant-projet que les experts auraient dû examiner les diverses solutions permettant de lutter contre les crues. Or seul l'endiguement a été étudié. « Nous n'avons pas travaillé sur d'autres possibilités, précise Joël Maurice, car ça nous paraissait une réponse appropriée au problème posé. Mais peut-être nous sommes-nous trompés. » Une modestie tardive, et qui ne répond pas à toutes les questions.

Le rapport français est ainsi muet sur une dimension essentielle

du problème : la gestion régionale de l'eau. Le Bangladesh fait partie d'un bassin qui comprend aussi une partie du territoire de l'Inde, du Népal, du Bhoutan et de la Chine (le Tibet). Maîtriser le cours de fleuves comme le Gange ou la Jamuna, dont la plus grande partie coule hors du Bangladesh, sans une coopération régionale, est impossible.

L'explication de cette aberration est simple. Il y a eu *veto* indien. New Delhi a fait savoir d'emblée à Jacques Attali qu'il n'était pas question pour l'Inde d'être associée à la lutte contre les crues de son voisin. Entre les deux pays, la guerre de l'eau fait rage depuis que l'Inde a construit le barrage de Farraka sur le Gange, à dix-sept kilomètres de la frontière. Le Bangladesh l'accuse régulièrement de détourner l'eau du fleuve à son unique profit.

Il fallait déboucher avant le Sommet de l'Arche
L'étude a été menée en un temps record :
commencée en février, elle fut bouclée en mai.

Jacques Attali devait-il, dans ces conditions, donner le feu vert à une étude aussi lourde de conséquences ? « Politiquement, reconnaît Bernard Goguel, il n'était pas question d'aller chercher des solutions techniques hors du Bangladesh. Nous le savions, c'était la règle du jeu. »

Autre question taboue : la corruption. En 1986, le très libéral *The Economist* décerna au Bangladesh le titre disputé de ▶

« pays le plus corrompu du monde ». C'est un pays où tout s'achète, du moindre policier jusqu'au ministre. « Même les renseignements techniques se paient, renchérit Bernard Goguel. En moyenne, il faut compter, quel que soit l'objet d'une transaction, de 5 à 8 % de bakchich. En deux ans, le plus petit responsable a de quoi payer des études à ses enfants. » De 1981 à 1988, les dépenses d'armement ont augmenté de 73 % en termes réels tandis que celles pour l'éducation baissaient de 15 % (3).

« Il était clair, affirme Joël Maurice, que lorsque Jacques Attali a rencontré les autorités du Bangladesh, celles-ci ne demandaient pas un cachet d'aspirine, mais une protection structurelle. » On le comprend d'autant mieux que le dictateur d'alors, le général Ershad, voyait dans l'aide française l'occasion de fructueuses combines pour lui-même et ses fidèles. Les élites urbaines, les rares industriels et les paysans riches du pays ont fait bloc derrière le dictateur. En partie pour les mêmes raisons, en partie pour assurer une protection durable de leurs biens. « Il existe au Bangladesh, écrit Barry Dalal-Clayton, de l'Institut international pour l'environnement et le développement, un lobby, avec des soutiens politiques au plus haut niveau, en faveur de l'endiguement sur toute la longueur des principales rivières du pays (4). »

Quant au peuple misérable des campagnes, nul n'a songé à le consulter. Le Service civil international (SCI), une active organisation non-gouvernementale dirigée au Bangladesh par Mujibul Huq Dulu, a lancé en 1987 un programme de développement en faveur des habitants de la Jamuna, la « rivière qui danse » comme l'appellent les paysans. Ceux-ci y vivent sur les chars, des bancs de sable et de limon que la Jamuna remodèle sans cesse, obligeant les habitants à déménager. Les plus vieux hameaux n'ont pas vingt ans.

Dans la zone où intervient le SCI, un million cinq cent mille personnes sont installées, dans un peu moins de mille deux cents villages. Le plan français les concerne au plus haut point car, en cas d'endiguement généralisé, ils devront soit trouver d'autres terres — mais il n'y en a pas — soit mourir. Les digues feront fatalement monter le niveau des eaux au-dessus de leurs terres actuelles. « Les gens qui vivent sur la Jamuna depuis des générations ont des droits, affirme Mujibul Huq Dulu (5). Nous nous opposerons à ce projet par tous les moyens. S'il le faut, nous briserons les digues. Nous sommes

prêts à déclencher une guerre civile. »

Mujibul, malgré des visites répétées à l'ambassade de France à Dhaka, n'a jamais pu obtenir la moindre copie du plan français. Dans une requête auprès du tribunal international de l'eau, à Amsterdam, le SCI écrit que « la construction des digues entraînerait le départ forcé de plus de cinq millions de personnes qui vivent le long du fleuve ou sur ses îles (6). »

Cette indifférence pour le sort des pauvres était, paradoxalement, l'une des conditions du succès du plan français. Car les inondations ne sont pas perçues de la même manière selon qu'on vit à Dhaka, dans un bureau climatisé, ou sur un banc de sable toujours à la merci des flots. Le paysan a, du reste, deux mots pour désigner les inondations. Le premier, *barsha*,

désigne les crues régulières et bienfaitrices de la saison humide ; le second, *bonna*, s'applique aux catastrophes qui dévastent de temps à autre le Bangladesh. « Pour le commun des mortels bangladais, estime Pierre-Alain Baud, bon connaisseur du pays, les crues représentent un phénomène naturel, heureusement régulier, touchant chaque année et très normalement une bonne partie du pays, une pause dans le travail agricole quand le limon charrié de l'Himalaya fertilise la terre bangladaise, et l'occasion pour les familles de se réunir grâce aux bateaux qui traversent alors le pays dans tous les sens... (7) ».

Plus que le limon encore, les algues apportées par les crues jouent un rôle irremplaçable d'engrais naturel. Capables de fixer l'azote atmosphérique, elles le



restituent aux jeunes pousses de riz en se décomposant. Sans leur apport, les paysans seraient contraints d'utiliser d'énormes quantités de produits chimiques, dangereux pour l'écosystème local. Mais ils n'en ont de toute façon pas les moyens.

Le plus éclatant bienfait des crues, c'est qu'elles permettent une véritable explosion du nombre de poissons. Les échanges d'eau entre le lit des fleuves et les zones inondées sont cruciaux pour la ponte des œufs et le nourrissage des jeunes. Dix millions de personnes au Bangladesh vivent directement de la pêche et pas moins de 80 % des protéines animales de l'alimentation proviennent des poissons. Que se passera-t-il en cas d'endiguement ? On le sait d'autant mieux que des digues existent déjà dans certaines régions. Construites au cours des trente dernières années, leur utilité est fort contestée. Des experts bangladais estiment par exemple qu'elles ont souvent aggravé les effets des crues, notamment en 1988. D'autres, réunis en 1989 à Dhaka par le Bangladesh Agricultural Research Council, ont noté une « réduction drastique » des prises de poissons et de la diversité des ressources piscicoles après la construction de digues.

Le Bangladesh est en outre un pays féodal, où la masse des paysans s'oppose en permanence aux propriétaires terriens. « Quand une terre émerge, explique Bernard Kervyn, qui a passé près de neuf ans dans les villages bangladais pour « Frères des hommes », les paysans se précipitent, mettent quelques vaches et plantent. Au moment de la récolte, il n'est pas rare de voir débarquer les hommes de main des propriétaires terriens. Parfois de véritables armadas de centaines de petits bateaux et de milliers d'hommes armés.

Le pays des fleuves

Le Bangladesh n'existe que par ses fleuves descendus de l'Himalaya. Ceux-ci apportent au total deux milliards quatre cent millions de tonnes de sédiments chaque année. Le pays a été « créé » par eux : plat, pratiquement sans collines et sans pierres, il est inondé chaque année par les crues de mousson. Une année sur deux, 20 % du territoire sont recouverts ; une année sur dix, près de 40 %. La crue exceptionnelle de 1988 a affecté 60 % de la surface du pays. Réunis, les trois grands fleuves du Bangladesh, le Gange, la Jamuna et la Meghna peuvent déverser, au moment des crues, jusqu'à cent vingt mille mètres cubes par seconde. Dix fois les records d'un fleuve comme le Rhône.

Ils volent le grain et le bétail, brûlent les maisons. De cela, les experts ne parlent jamais. Quand, par extraordinaire, ils pénètrent dans un village, ils s'entretiennent avec celui qui parle anglais. Et c'est le propriétaire du coin. »

Le plan français apparaît comme une prise de position dans la guerre sociale qui déchire le Bangladesh. Car si les paysans riches s'y déclarent à ce point favorables, c'est qu'ils sont les seuls à pouvoir irriguer de manière industrielle, les seuls aussi à avoir besoin d'une protection permanente. A l'abri des digues, ils pourraient massivement utiliser des engrais chimiques, augmenter à la fois leurs rendements et leur richesse. A terme, ils détiendraient le seul pouvoir qu'ils n'aient pas encore, la maîtrise de l'eau. Les digues seraient en effet équipées d'un système de clapets et vannes, permettant une circulation contrôlée de l'eau. Il n'y a ni mystère ni suspense : derrière le robinet, on retrouverait le propriétaire ou ses mercenaires. « Ce système, estime Bernard Kervyn, ne peut qu'aviver les tensions sociales dans les villages bangladais. »

Au risque de la provocation, on peut se demander pourquoi la crue de 1988 a suscité une telle émotion. Cette crue était, pour la plupart des experts, de type centennal. Statistiquement, elle ne revient qu'une ou deux fois par siècle et celle d'il y a quatre ans a été remarquablement surmontée par les paysans bangladais. Au printemps 1989, une équipe américaine menée par un professeur de Harvard, Peter Rogers, remit à l'Agence américaine pour le développement international (USAID) une étude aux conclusions radicalement différentes. Les Américains n'étaient pas, il est vrai, ligotés par des impératifs commerciaux. Leur plan consiste, pour l'essentiel, à vivre avec les crues, jugées non seulement bénéfiques, mais largement inévitables. Il s'agirait d'instituer un réseau d'alerte efficace et de s'appuyer sur la population locale pour surélever maisons et bâtiments.

Le dossier français est-il au moins techniquement irréprochable ? Loin s'en faut. « Comment domestiquer une rivière aussi large que le Pas-de-Calais, qui bouge de plusieurs centaines de mètres en une année, dévastant tout sur son passage ? »,

se demande le journaliste anglais Fred Pearce (8). Tout le problème est là. Les rivières du Bangladesh ont des lits mobiles, sans cesse mouvants. En deux cents ans par exemple, l'embouchure du Gange a bougé de deux cent cinquante kilomètres. « Nous avons construit un hôpital dans le nord du pays, se souvient Bernard Kervyn. Il était à l'époque à douze kilomètres du fleuve, il est aujourd'hui à quelques centaines de mètres... » Nul ne sait, nul ne peut savoir comment se comporteraient les fleuves ainsi corsetés. Cela n'entame pas l'optimisme de Joël Maurice. « On sait traiter ces problèmes, assure-t-il, par la similitude, comme on dit dans notre jargon d'ingénieurs. Techniquement, le seul problème est celui des épis de béton qu'il faudra placer à des intervalles réguliers. Mais c'est à la portée

La construction des digues entraînerait le départ forcé de plus de cinq millions de personnes qui vivent le long du fleuve

des ingénieurs. Il faut investir, c'est tout. »

Gaston Dumas, un hydrologue réputé, porte un regard sans aménité sur l'étude française de préféabilité. « Le texte, dans sa partie hydrologique, amène à se poser de graves questions. Son niveau général est proche de la compilation des livres de vulgarisation trouvés en librairie à Dhaka. Aucune référence n'est faite aux grandes études du passé, notamment celles de Sogreah-Italconsult, Nedeco ou Ieco, ce qui est incompréhensible. J'ai constaté en de nombreux endroits des débits soit erronés soit surévalués, parfois de 30 % pour les grands cours d'eau. Ces données sont incompatibles avec les lois élémentaires de l'hydraulique. Sur certaines sections de fleuves, on remarque la disparition inexplicable de débits de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes, soit une valeur supérieure à la totalité des cours d'eau français en crues simultanées. C'est tout simplement incroyable. Jusqu'aux règles élémentaires de la morphologie du lit des cours d'eau, qui semblent parfaitement ignorées. »

L'étude de préféabilité française a-t-elle seulement été bâclée ? Seule une commission d'enquête indépendante permet-



trait d'y voir clair. Le témoignage accablant de Gaston Dumas, à lire ci-contre (« L'affaire Dumas »), est d'ores et déjà un début de réponse. « Les ingénieurs ? s'indigne Bernard Kervyn. Ils ne font que passer et coûtent cinquante mille francs par mois dans un pays où une famille de huit personnes se débrouille, dans le même temps, avec cent francs.

Les Français de l'ambassade, de leur

côté, ne sortent pas de leurs bureaux et ne connaissent rien du Bangladesh, c'est une horreur ! J'aurais aimé qu'Attali, avant de s'agiter à la télévision, vienne ici non pas s'informer auprès des paysans — ne rêvons pas ! —, mais au moins discuter avec les Hollandais et les Danois qui travaillent sérieusement sur ces questions depuis des années. »

Fabrice Nicolino

Post-scriptum

Au Sommet de l'Arche à Paris, en juillet 1989, les sept pays les plus riches du monde décidèrent de confier à la Banque mondiale la coordination de l'aide au Bangladesh. Au cours d'une réunion à Londres, en décembre de la même année, cette dernière décida le lancement d'un plan d'études et de projets-pilotes régionaux sur cinq ans, pour un montant total de cent quarante-six millions de dollars. C'est un compromis entre les positions japonaise, américaine et française, mais l'influence de l'étude de 1989 reste déterminante. A partir de ce moment, la France n'est néanmoins plus le seul maître à bord, et doit partager avec d'autres partenaires,

dont l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas responsabilités et chantiers.

Pour autant, le projet d'endigement global n'est nullement abandonné, et un lobby actif continue en France de le soutenir. « Début 1993 viendront les études d'avant-projets sommaires, déclare en mai 1991 Paul Granet, ancien ministre, alors président de la Compagnie nationale du Rhône (CNR). Puis les études d'exécution et la sélection des entreprises par appel d'offres, avant d'aborder concrètement la réalisation des ouvrages de protection. Mais rien ne permet de penser que la faisabilité du projet soit remise en question (9). »

1. Jacques Attali, cité par *Le Monde* du 22 mai 1990.

2. Jacques Attali, cité par *Le Monde* du 4 mai 1991.

3. Selon James K. Boyce in *Birth of a Megaproject : The Political Economy of Flood Control in Bangladesh*.

4. *In Environmental aspects of the Bangladesh Food Action Plan*.

5. *In* « Sauvé des eaux ? », reportage de Pascal Manoukian, A2, diffusé le 2 octobre 1991.

6. *In* « A Case Submission to International Water Tribunal », February 17-22, 1991, Amsterdam.

7. *In* « Des digues françaises... à partir de quelle ignorance », rapport de Frères des hommes.

8. *In* « The Rivers that won't be Tamed », *New Scientist*, 13 avril 1991.

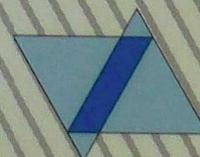
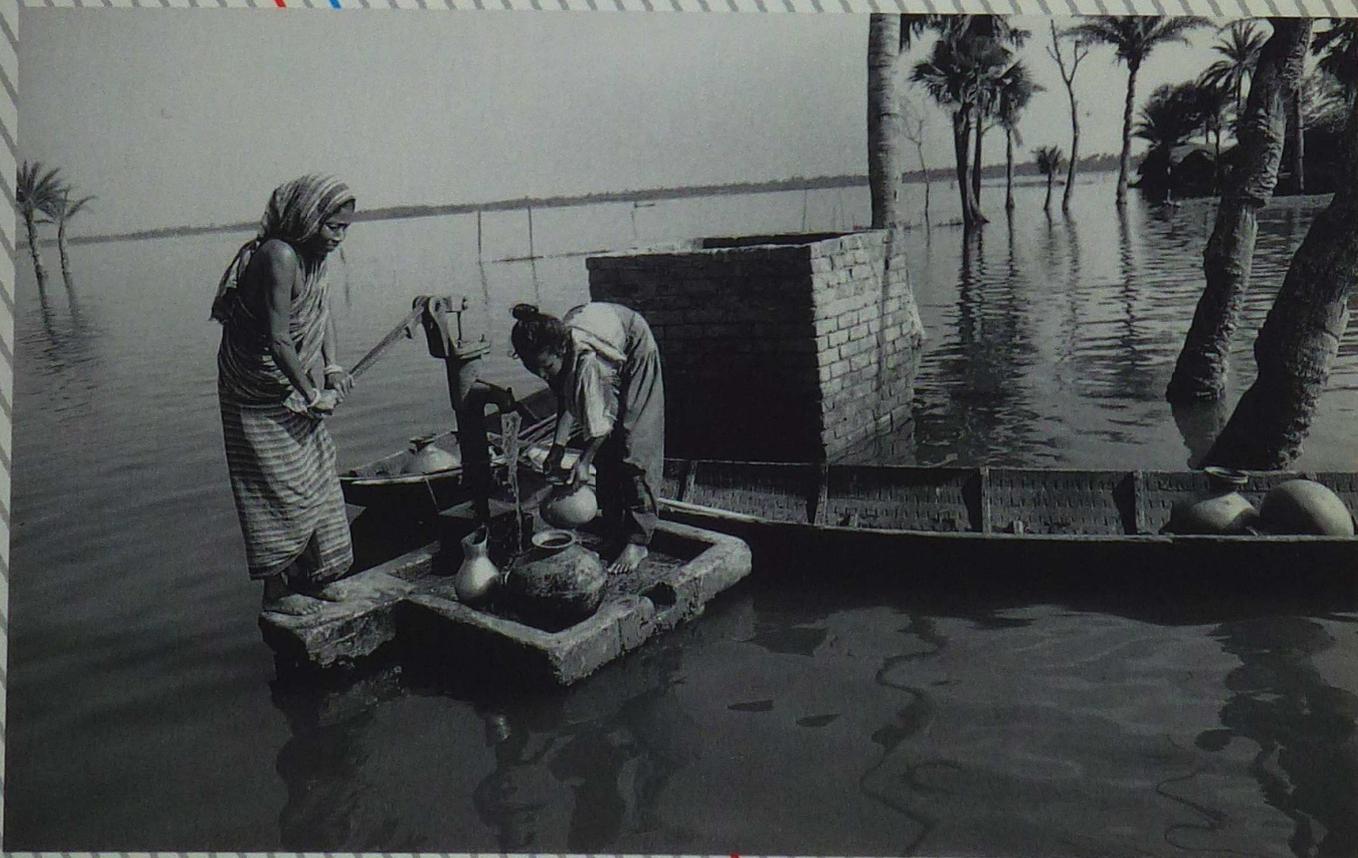
9. Interview au *Monde*, 25 mai 1991.

Attali : un homme pressé

Jacques Attali n'a pas beaucoup de temps. *Politis* a téléphoné ou faxé une vingtaine de fois à son secrétariat pour obtenir un entretien, et en a finalement obtenu deux.

Le premier le 17 septembre, le second le 30. Les deux ont été annulés à la dernière minute sans explication. Nous ne pouvons que vivement le regretter. Jacques Attali exerce désormais sa vive intelligence dans le cadre de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) et réserve ses fulgurantes idées aux citoyens de l'Est européen. Le Bangladesh est loin.

**FLOOD ACTION PLAN,
BANGLADESH**



Preface

The floods of 1987 and 1988 in Bangladesh led to the initiation of the Flood Action Plan (FAP). The FAP is coordinated by the Flood Plan Coordination Organization and is supported by seventeen donors including the Netherlands. The first phase, from 1990 to 1995, consists of studies and pilot projects.

In Bangladesh, flood control is both crucial and complex. It is not surprising that plans in this sector cause much debate and that the FAP is subject to extensive criticism.

The purpose of this study is to get a 'second opinion' concerning the debate and to determine whether in response to the critique the Netherlands position on the FAP should be reconsidered.

This report is based on literature studies and interviews conducted mostly in Bangladesh. Every effort was made to hear proponents, opponents and independent experts.

The study was coordinated by Rob Visser (Operations Review Unit). Arend van Riessen (Nedworc) was involved in the studies and reporting. Throughout the study period intensive consultation took place with mission leader Enno Hommes (TU Twente). A large number of experts collaborated in the file studies, the field mission and the consultations. I would like to thank them for their contributions. This report comprises an abridged version of the original published in Dutch, and was translated by John Kraay.

The Operations Review Unit (IOV), an independent unit within the Ministry of Foreign Affairs charged with evaluating Netherlands development cooperation policy and implementation, bears responsibility for this study.

Director IOV

L'affaire Dumas

Gaston Dumas part pour une mission d'expertise au Bangladesh le 25 octobre 1990. Choisi par la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) — c'est-à-dire l'Etat — pour sa très grande expérience professionnelle, il doit rester trois mois dans le pays et définir, puis calculer les paramètres hydrologiques permettant une protection contre les inondations.

Hydrologue, Gaston Dumas a dirigé dans le cadre de l'ONU, de 1964 à 1966, une étude sur le delta du Bangladesh, la plus importante jamais entreprise. Pendant ces deux années, près de quatre cents personnes, disposant d'une vingtaine de bateaux, ont réalisé des millions de mesures hydrométriques. C'est dire sa compétence et sa connaissance du pays.

Lorsqu'il revient au Bangladesh vingt-cinq ans plus tard, le service hydrologique bangladais qu'il avait contribué à créer existe toujours. C'est la seule bonne surprise du séjour. Sitôt arrivé, Gaston Dumas constate qu'il n'a pas les moyens de travailler. Il ne dispose que d'un minuscule bureau provisoire, n'a pas de voiture — celle qui lui était destinée sert à d'autres fins —, pas davantage de micro-ordinateur. Les rapports sont d'emblée exécrables avec Jean-Marie Lacombe, le résident à Dhaka du bureau d'études qui paie sa mission, le BCEOM.

Peu à peu, Gaston Dumas est amené à s'interroger sur le sérieux de l'étude de préféabilité financée en 1989 par le gouvernement français (voir par ailleurs son témoignage dans *Les Dignes de la honte*). Malgré ses demandes répétées, il ne peut obtenir les données informatiques ayant servi de base à l'étude. A peine si l'on consent à lui envoyer à Dhaka une disquette sans intérêt. « Je ne comprends pas, écrit-il dans un fax du 20 novembre 1990 adressé en France à un responsable du BCEOM, pourquoi l'analyse des niveaux d'eau (fondamentale) n'apparaît nulle part, non plus que celle des précipitations journalières (l'analyse commence à quarante-huit heures). J'aimerais avoir les éléments correspondants. » Il ne les aura jamais. « Ce ne pouvait qu'être une politique délibérée pour me priver de toute information sérieuse », estime-t-il aujourd'hui. En s'appuyant sur des éléments de son travail de 1966, en récoltant à ses

frais des données en dehors de ses heures de travail, sur un ordinateur prêté, Gaston Dumas progresse néanmoins. Il ne fait bientôt plus de doute pour lui que l'étude de préféabilité présente des carences vertigineuses et que beaucoup de ses chiffres sont faux. « Personne ne pensait, dit Gaston Dumas, que j'allais remettre en cause cette Bible en collectant de nouveau toutes les données avec l'aide de mes deux adjoints bangladais, et en dehors de toute voie officielle. »

A son retour en France en février 1991, devant les opacités manifestes de sa mission, Gaston Dumas propose sa démission. Dans une lettre au BCEOM, il précise que « si nous nous apercevons, après l'étude [celle qu'il mène à cette époque, NDLR] que certains ouvrages de protection contre les crues, par exemple des endiguements, ne peuvent jouer leur rôle par suite de la disproportion entre le débit des lits majeurs et celui des lits mineurs de certaines sections de cours d'eau, il sera difficile de redresser la situation (...). Dans l'obligation d'effectuer une tâche incomplète, [il ne veut pas] être accusé ultérieurement d'avoir négligé la partie hydrologique [qu'il] estime la plus importante. » A la suite d'une réunion au siège de la CCCE à Paris le 13 février, en présence de son responsable Joël Maurice, il accepte néanmoins une nouvelle mission de trois mois, « à condition d'avoir un soutien logistique digne de ce nom. »

Sur place, bien au contraire, tout se gâte. L'homme du BCEOM à Dhaka, Jean-Marie Lacombe, ne supporte plus les critiques de Gaston Dumas. Il va jusqu'à bloquer l'envoi en France par fax de certains éléments du rapport de l'hydrologue. Utilisant un moyen détourné, celui-ci adresse le 9 avril un fax à un responsable du BCEOM : « Il n'y a plus de communication possible entre Agropolis (l'un des sièges du BCEOM) et moi-même parce que Jean-Marie Lacombe bloque l'envoi des fax. Cette situation qui se prolonge nous conduit à l'échec. J'attache une grande importance à votre intervention rapide et à ce que des situations de cet ordre, trop fréquentes dans le passé, ne se reproduisent pas à l'avenir. »

Cette lettre reste sans réponse. Plutôt curieux de la part d'un bureau d'études rétribué sur fonds publics. Entre-temps, le 3 avril, un autre hydrologue, dépêché

L'hydrologue avait réalisé pour l'ONU une étude sur le Bangladesh. Il dénonce le manque de sérieux du projet français.

par le BCEOM, est arrivé à Dhaka. Guy Chevereau est loin d'avoir les connaissances de Gaston Dumas en matière de crues deltaïques, mais il est vrai que sa mission est tout autre. « J'ai été envoyé là-bas, admet-il volontiers, pour "virer" Dumas. L'un de mes responsables m'avait dit : "Dumas pédale dans la choucroute". Il n'avait pas la formation de statisticien nécessaire. Dumas, c'est la vieille école. Or là, on avait besoin d'analyser des données, pas d'aller sur le terrain. » Version confirmée par Bernard Lemoine, chef du département « Aménagement et développement rural » (ADR) au BCEOM : « Il y a des experts qui paraissent compétents dans le contexte français et qui se révèlent incompétents dans le contexte bangladais. C'est le cas de Gaston Dumas. Il n'a pas fait le travail qu'on lui demandait, et il a été remplacé. »

On ne s'étonnera pas que la version de Gaston Dumas soit toute différente. Selon lui, Guy Chevereau, mandaté sans ordre écrit pour lui reprendre la responsabilité de l'étude, l'a totalement modifiée sur des points fondamentaux. « Mon analyse des débits et mes mises en garde sévères ont disparu de ce nouveau rapport. De même que mon analyse pluviométrique. Tout a été remplacé par des données soit fausses soit hautement discutables de l'étude de préféabilité de 1989. L'essentiel, semble-t-il, était de ne pas toucher à cette sacro-sainte étude. »

Gaston Dumas va plus loin encore. « A-t-on voulu se servir de ma réputation et de ma signature ? Le BCEOM m'a demandé à Dhaka d'approuver ce nouveau rapport, de le signer et de le parapher page à page, ce que j'ai bien entendu refusé. Quelques jours plus tard, le BCEOM décidait d'abrégier ma mission. Son agent à Dhaka, Jean-Marie Lacombe, qui devait s'occuper des formalités, détenait mon passeport et mon billet d'avion. Le 16 mai, j'ai failli en venir aux mains avec lui, car il prétendait échanger ces pièces contre des lettres de reconnaissance concernant mon rapport de mission. Il a fallu que je demande la protection officielle du consulat de France pour en sortir. En trente-cinq ans de carrière, je n'ai jamais connu de telles méthodes. »

Définitivement de retour en France, Gaston Dumas adresse le 27 mai 1991 une

lettre cinglante à Joël Maurice, le représentant de la CCCE. « Je me suis aperçu, mais un peu tard, que mes références professionnelles ont servi d'appât. J'ai appris que l'ADR (le BCEOM) n'avait plus besoin de mon expérience pour rester au Bangladesh une fois introduit, car il suffit de satisfaire la vénalité des décideurs, coutumiers pour chaque projet, de faire monter une ou deux fois les enchères, par des simulacres techniques. Cette étude a des chances d'être acceptée avec le temps, ne serait-ce qu'après une modification de forme (...). Les conséquences à moyen terme d'équipements mal conçus peuvent être graves et nous ne pouvons, à mon avis, faire l'économie d'une étude hydrologique sérieuse et selon une méthodologie précise (...), je ne veux pas être mêlé à une étude captieuse dont le but est de couvrir l'étude de préféabilité antérieure, « rassurer le client français » et servir d'introduction auprès du client bangladais.

» Prenant le risque de ne pas percevoir mes frais de mission, je désire que les responsables bangladais soient avisés par voie officielle que je n'ai pas participé à la rédaction du rapport transmis par le BCEOM dans le cadre de la FHS (Flood Hydrology Study), du FAP (Flood Action Plan) 25. »

Joël Maurice se contente d'une réponse empruntée, regrettant que la mission de Gaston Dumas « n'ait pu se dérouler et produire ses effets selon le programme initialement prévu ». Il ne demande pas à rencontrer l'hydrologue et ne cherche pas à en savoir davantage sur ces graves accusations. « C'est un problème, dit aujourd'hui Joël Maurice, entre un bureau d'études et son salarié. Si monsieur Dumas a été remplacé au Bangladesh, c'est qu'il ne fournissait pas le travail demandé dans les délais convenus. Je constate qu'il a commencé à porter des accusations, après avoir eu des problèmes avec son employeur. »

Gaston Dumas, quant à lui, se pose de nombreuses questions. Pourquoi la CCCE n'a-t-elle tenté aucune clarification de ce lourd dossier après son retour en France ? Pourquoi n'a-t-elle pas tenu compte de ses mises en garde et propositions techniques ? Pourquoi ce pesant silence ?

F. N.